



«La Suisse fait exactement ce que veut Donald Trump»

PROPOS RECUEILLIS
PAR ALEXANDRE BEUCHAT

INTERVIEW

BILATÉRALISME La Confédération n'est pas dans le viseur de l'administration états-unienne, estime Rahul Sahgal, directeur de la Chambre de commerce suisse-américaine. Selon lui, les relations commerciales entre les deux pays devraient rester dynamiques, même sans accord de libre-échange

Dans un contexte de fortes incertitudes, la cheffe du Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco), Helene Budliger Artieda, a rencontré mardi à Washington le chef de cabinet du représentant américain au Commerce, Jamieson Greer. Cette première rencontre visait à nouer des contacts avec des membres de la nouvelle administration américaine, mais également à défendre la politique commerciale helvétique face aux accusations de pratiques déloyales. Directeur de la Chambre de commerce suisse-américaine, Rahul Sahgal livre son analyse. Face aux craintes concernant les décisions erratiques de Donald Trump, le Zurichois tient un discours plutôt rassurant.

Comment évaluez-vous cette première prise de contact avec l'administration américaine? C'est très positif. Il est important de positionner la Suisse face aux Etats-Unis et de commencer à travailler avec cette nouvelle administration. Dans le cadre de la politique commerciale «America First», l'administration a le mandat d'écrire un rapport avant le 1er avril. Celui-ci, qui ne vise pas spécifiquement un pays, va aborder une multitude de thèmes dont les éventuelles pratiques commerciales déloyales ou les manipulations de devises. On ignore si ce document sera publié, ou la suite qui y sera donnée. Des contacts préalables permettent de montrer aux Etats-Unis l'importance du partenaire économique

qu'est la Suisse et sa fiabilité. J'étais à Washington la semaine passée. J'ai pu constater que tous les pays s'efforcent de se positionner auprès de la nouvelle administration.

Quelles sont les prochaines étapes après ce premier contact? Des personnes clés de l'administration n'ont pas encore été confirmées par le Sénat. Concrètement, nous ne pouvons pas encore nous entretenir avec eux. Ces premiers contacts permettent de planifier des échanges à plus haut niveau et de faire valoir nos arguments. La Suisse est le plus grand investisseur en recherche et développement aux Etats-Unis. En clair, elle fait exactement ce que veut Donald Trump, c'est-à-dire

créer des emplois, investir, apporter du savoir-faire. Nous payons les salaires les plus élevés aux Etats-Unis en moyenne. Nous sommes le sixième investisseur dans le pays, mais le premier par tête.

En tant que directeur de la Chambre de commerce suisse-américaine, êtes-vous quelque peu rassuré? Je ne pense pas que cela va changer grand-chose. Je crois fondamentalement que la Suisse n'est pas visée directement par les Etats-Unis. Mais beaucoup de choses seront décidées dans les prochains mois. Nous n'avons pas encore obtenu de réponses concrètes. La directrice du Seco a eu l'occasion de faire valoir la position de la Suisse et aussi d'écouter des membres de l'administration américaine. Je suis rassuré dans le sens où cela se passe comme prévu et qu'il n'y a pas eu de mauvaises surprises. Je travaillais à l'ambassade de Suisse aux Etats-Unis pendant la première présidence de Donald Trump. Aujourd'hui, tout va beaucoup plus vite, car il est mieux préparé. Mais il y a des similitudes entre les deux périodes.

Les Etats-Unis ont placé la Suisse sur une liste de pays aux «méthodes commerciales déloyales». Cela vous inquiète-t-il? Il ne s'agit pas d'une liste noire, mais d'une consultation. La Suisse fait partie des 20 plus grands partenaires commerciaux

des Etats-Unis. Elle affiche un excédent commercial des biens avec Washington, et l'administration actuelle se focalise malheureusement sur les biens. Mais nous plaçons pour tenir compte également des services. En les incluant, on se rend compte que la relation est beaucoup plus équilibrée. Nous avons donc de bons arguments à faire valoir. Reste à savoir comment l'administration américaine va les accueillir.

Entre les restrictions de puces électroniques et le risque de dommages collatéraux pour la Suisse dans la guerre commerciale qui se profile, qu'est-ce qui vous préoccupe le plus? Tout est désagréable. La question des puces est importante pour l'avenir de la Suisse et je ne sais pas si les Etats-Unis vont conserver la classification mise en place par l'administration Biden. [La Suisse ne fait pas partie des pays exemptés des nouvelles restrictions américaines sur les exportations de puces pour l'IA, ndlr.] Quant aux éventuels dommages collatéraux, nous avons vu durant la première présidence de Donald Trump que l'industrie suisse de l'acier et de l'aluminium a été durement touchée. Nous n'avons pas obtenu d'exception. L'Union européenne avait riposté aux tarifs douaniers américains. C'est un défi. Par ailleurs, je rappelle que l'UE représente encore 45% de nos exportations. Si une vraie guerre commerciale survient entre les Etats-Unis et l'UE, ce dont je doute, la consommation de produits suisses en Europe va inévitablement baisser. L'exemple type est l'industrie automobile. La Suisse est un fournisseur important pour l'Allemagne. Entre 30 000 et 50 000 emplois dépendent de ce secteur.

Certaines voix plaident pour un accord de libre-échange entre la Suisse et les Etats-Unis. Est-ce réaliste? J'en doute. Un accord de libre-échange devrait suivre les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et inclure de nombreux thèmes. Il devrait également passer par le Congrès américain. Par ailleurs, nous n'avons rien à offrir dans le domaine de



l'agriculture, car nos tarifs douaniers sont parmi les plus élevés du monde. De plus, un accord de libre-échange nécessiterait de longues négociations. Ce qui, selon moi, n'est pas la volonté des Etats-Unis. La Suisse ne représente que 2% des exportations américaines et 99% des produits américains écoulés en Suisse sont exemptés de droits de douane. Car

nous avons aboli les droits de douane sur les produits industriels. Si nous voulons négocier avec eux, il faut de bonnes raisons de le faire.

Comment voyez-vous l'avenir des échanges commerciaux entre les deux pays? Nos relations commerciales devraient rester sur une dynamique très favorable, même

sans accord de libre-échange. Honnêtement, si nous pouvons garder le cap des vingt dernières années, j'en serais très heureux. Il ne faut pas céder à la panique. Pour l'instant, la Suisse n'a été touchée par aucune mesure de représailles. Nous faisons tout ce que nous pouvons pour éviter cela. ■■



«Nous payons les salaires les plus élevés aux Etats-Unis en moyenne»